



**ARRETE PREFECTORAL**  
**PORTANT AUTORISATION**  
**D'EXPLOITATION DE CARRIERE**

-----  
**Société GRANULATS VICAT**

**Commune de SAINTE HELENE SUR ISERE**  
**Lieu-dit « Le Rotex »**

**LE PREFET DE LA SAVOIE,**  
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU Le Code de l'environnement, et notamment les articles L511-1 à L512-7, LIVRE V titre 1<sup>er</sup> relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et sa partie réglementaire ainsi que le LIVRE II titre 1<sup>er</sup> relatif à l'eau et milieux aquatiques,
- VU le Code Minier,
- VU le code du patrimoine, articles L.521-1 et suivants relatifs à l'archéologie préventive,
- VU la nomenclature des Installations Classées, notamment la rubrique 2510,
- VU l'arrêté ministériel du 22 Septembre 1994 - relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières -modifié par l'arrêté ministériel du 24 janvier 2001,
- VU la demande et les pièces jointes datées du 7 avril 2008 par laquelle la société GRANULATS RHONE ALPES sollicite l'autorisation d'exploiter une carrière alluvionnaire de type sables et graviers située au lieu-dit « Le Rotex » sur le territoire de la commune de SAINTE HELENE SUR ISERE,
- VU l'Arrêté Préfectoral du 8 janvier 2009 portant mise à l'enquête publique de la demande susvisée du 3 février au 6 mars 2009 inclus,
- VU les plans, renseignements, engagements joints à la demande susvisée, et notamment l'étude d'impact,
- VU les avis et observations exprimés lors de l'enquête réglementaire,
- VU l'avis du commissaire enquêteur,
- VU le rapport de Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Rhône-Alpes en date du 09 mars 2010,
- VU la déclaration du 18 mars 2010 relative à la modification de la raison sociale de la société GRANULATS RHONE ALPES qui est devenue GRANULATS VICAT,
- VU l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites dans sa formation spécialisée carrières du département de la Savoie en date du 29 mars 2010,

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de la carrière eu égard aux intérêts mentionnés à l'article L.512-1 du Code de l'Environnement

Le demandeur consulté,

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture

## ARRETE

### TITRE I - DONNÉES GÉNÉRALES À L'AUTORISATION

#### Article 1 : Autorisation

La société GRANULATS VICAT SAS, dont le siège social est situé 4 rue Aristide Bergès – Les trois Vallons - 38080 L'ISLE D'ABEAU est autorisée, sous réserve du strict respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter une carrière de sables et graviers sur le territoire de la commune de SAINTE HELENE SUR ISERE au lieu dit « Le Rotex » sur partie ou la totalité de la surface des parcelles suivantes et dans les limites définies sur le plan joint au présent arrêté.

L'autorisation porte sur les activités suivantes :

RUBRIQUE I.C.P.E	désignation des activités	Classement A/D	DESCRIPTION DES ACTIVITES
2510 -1	EXPLOITATION DE CARRIERES	A	Production maximale annuelle : 200 000 t Production moyenne annuelle : 100 000 t  Emprise de la carrière : 4 ha dont 3 ha sollicités en extraction

L'autorisation est accordée aux conditions du dossier de demande et sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté.

Les prescriptions du présent arrêté sont applicables immédiatement à l'exception de celles pour lesquelles un délai est explicitement prévu. La mise en application, à leur date d'effet, de ces prescriptions entraîne l'abrogation de toutes les dispositions contraires ou identiques qui ont le même objet.

#### Article 2 : Caractéristiques de l'autorisation :

La parcelle concernée par la demande d'autorisation est la suivante :

Commune	Lieu- dit	Section cadastrale	Numéros Parcelles	Surface cadastrale (en ha)	Surface incluse dans le périmètre de la carrière (en ha)	Surface autorisée en extraction (en ha)
SAINTE HELENE SUR ISERE	LE ROTEX	ZP	3	5,5 ha	4 ha	3 ha

L'autorisation est accordée pour une durée de 3 ans à compter de la notification du présent arrêté, remise en état incluse.

Elle est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans les limites du droit à propriété du bénéficiaire et des contrats de forage dont il est titulaire.

La carrière doit être implantée, exploitée et remise en état conformément aux plans et données contenus dans le dossier de la demande en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

La présente autorisation vaut pour une exploitation de carrière alluvionnaire de type sable et graviers devant conduire en fin d'exploitation à la création d'une mosaïque de milieux humides, suivant le plan de phasage joint en annexe du présent arrêté.

La cote limite d'extraction est fixée en profondeur à 306,5 m NGF (cette cote correspond à une exploitation maximum de 5 m de gisement).

Les réserves estimées exploitables sont de 200 000 tonnes environ, la production maximale annuelle autorisée est de 200 000 tonnes.

## **TITRE II - RÉGLEMENTATIONS GÉNÉRALES ET DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES**

### **Article 3.1 : Réglementation générale :**

L'arrêté ministériel du 22 Septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières est applicable à cette exploitation.

### **Article 3.2 : Police des carrières**

L'exploitant est également tenu de respecter les dispositions prescrites par :

- les articles 87, 90, et 107 du code Minier
- le décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à l'exercice de la police des carrières en application de l'article 107 du code minier.
- le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié portant Règlement Général des Industries Extractives (RGIE)

### **Article 4 : Directeur technique - Consignes- Prévention- Formation :**

Le titulaire de l'autorisation d'exploiter doit déclarer au Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Rhône-Alpes :

- le nom de la personne physique chargée de la direction technique des travaux.
- les entreprises extérieures éventuellement chargées de travaux et de tout ou partie de l'exploitation.

Il rédige par ailleurs le document de sécurité et de santé, les consignes, fixe les règles d'exploitation, d'hygiène et de sécurité. Il élabore les dossiers de prescriptions visés par les textes.

Il porte le document de sécurité et de santé, les consignes et dossiers de prescriptions à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être et des entreprises extérieures visées ci-dessus, les tient à jour, et réalise une analyse annuelle portant sur leur adéquation et sur leur bonne application par le personnel.

Une formation à l'embauche et une formation annuelle adaptées seront assurées à l'ensemble du personnel.

Le bilan annuel des actions menées dans les domaines de la sécurité et de la protection de l'environnement, la liste des participants à ces actions et formations est tenu à la disposition de la DREAL.

#### **Article 5 : Clôtures et barrières**

Une clôture solide et efficace entretenue pendant toute la durée de l'autorisation doit être installée sur le pourtour de la zone d'extraction.

L'entrée de la carrière est matérialisée par un dispositif mobile, interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation.

#### **Article 6 : Dispositions préliminaires**

##### **6.1 - Information du public**

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

##### **6.2 - Bornage**

Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer :

- 1°) des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation
- 2°) le cas échéant, des bornes de nivellement

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

##### **6.3 - Eaux de ruissellement**

Lorsqu'il existe un risque pour les intérêts visés à l'article 2 de la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie de cette zone. Les eaux recueillies dans ce réseau seront dirigées vers un bassin de décantation régulièrement entretenu et curé.

##### **6.4 - Accès des carrières**

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique et conformément au dossier de demande.  
L'accès à la carrière est contrôlé durant les heures d'activité

##### **6.5 - Déclaration de début d'exploitation**

Après avoir accompli préalablement, s'il y a lieu, les prescriptions en matière d'archéologie préventive et avant de débiter les travaux d'extraction autorisés au titre du présent arrêté, l'exploitant doit procéder à la déclaration de début d'exploitation prévue à l'article R.512-44 du code de l'environnement.

Cette déclaration est accompagnée du document attestant la constitution des garanties financières dont le montant et les modalités d'actualisation sont fixés dans l'annexe jointe au présent arrêté.

Préalablement à cette déclaration l'exploitant devra avoir réalisé les travaux et satisfait aux prescriptions mentionnées aux articles 4, 5, 6.1 à 6.4 et 16.

## **TITRE III - EXPLOITATION**

### **Article 7 : Dispositions particulières d'exploitation**

#### **7.1 - Décapage des terrains:**

Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation. Il est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles.

L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux

#### **7.2 - Epaisseur d'extraction :**

L'extraction sera limitée en profondeur à la cote 306,5 m NGF.

#### **7.3 – Interdiction de pompage dans la nappe phréatique :**

Le pompage de la nappe phréatique pour le décapage, l'exploitation ou la remise en état est interdit sauf pour les besoins liés à l'arrosage des pistes.

#### **7.4-Conduite de l'exploitation**

La conduite de l'exploitation du gisement est réalisé au moyen d'une pelle hydraulique.

Les étapes successives de l'exploitation sont les suivantes :

- décapage des zones le nécessitant,
- extraction de l'ensemble de la plateforme sur une hauteur de 2 m (Terrain Naturel TN -2m) et création de 3 zones de surprofondeur (fosses) allant à 5 m de profondeur (TN-5m),
- transport des matériaux extraits vers le site GRA de Gilly sur Isère,
- remblaiement des fosses créés avec des matériaux de type déblais, terres de découvertes ou boues de décantation provenant des sites GRA de Gilly sur Isère ou de Sablières de Sainte Hélène sur Isère à Sainte Hélène sur Isère,
- réalisation des zones de hauts fonds et autres aménagements.

Les plans utiles relatifs à la description du phasage de l'exploitation sont joints au présent arrêté.

#### **7.5 – Gestion de la Renouée du Japon :**

La Renouée du Japon, espèce envahissante, est actuellement présente en limite de site sur les berges du Nant de la Combaz.

Afin de limiter tout risque de propagation, l'exploitant doit mettre en place les mesures suivantes :

- enlèvement des plants de Renouée présents sur le site avant les travaux d'extraction par terrassement des parties racinaires avec une pelle mécanique,
- stockage des fragments de Renouée sur une zone identifiée,
- enfouissement de ces fragments en fond de casier de remblaiement.

#### **7.6 – Distances limites et zones de protection**

L'accès aux zones dangereuses des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent et le danger est signalé par des pancartes.

Le bord de l'excavation est maintenu à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise avec un minimum de 10 mètres.

En tout état de cause le niveau bas de l'exploitation sera arrêté de telle façon que la stabilité des terrains avoisinants ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

### **7.7 – Registres et Plans**

Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.

Sur ce plan sont reportés les données topographiques et en particulier :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres et avec un repérage par rapport au cadastre,
- les bords de la fouille,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- les zones remises en état,
- des éléments de la surface dont l'intégrité de l'emprise conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

### **7.8 – Période de fonctionnement :**

Le fonctionnement des installations et des engins d'exploitation n'est autorisé que de 7h30 à 17h00 du lundi au vendredi et en dehors des dimanches et jours fériés. A titre exceptionnel, l'exploitation pourra avoir lieu le samedi.

## **TITRE IV - REMISE EN ETAT**

### **Article 8 : Remise en état et cessation d'activité**

#### **8.1 - Modalités de remise en état de la carrière**

La remise en état et l'aménagement des terrains devra être conduite conformément au dossier et à l'étude d'impact jointe à la demande et notamment les chapitres 6.1 à 6.3, dont les grandes lignes sont reprises ci-après.

L'objectif final de la remise en état est double :

- d'une part, sur le plan écologique, il s'agit pour la société GRANULATS VICAT de recréer une mosaïque de milieux humides au sein d'une plateforme actuellement dégradée. Ce projet s'insère dans le cadre de l'aménagement et de la renaturation du site de Pré Péron engagés par la commune,
- d'autre part, sur le plan hydraulique, il s'agit de restituer à la commune un site compatible avec l'aménagement futur d'un champ d'expansion de crues. Bien que de dimensions modestes, cet aménagement servira à tamponner la propagation de l'onde de crue en cas de rupture de la digue de l'Isère. Les aménagements hydrauliques qu'il conviendra ultérieurement de mettre en place tels que l'ouvrage de vidange et le déversoir de crue ne sont pas à la charge de la société GRANULATS VICAT mais à la charge de la commune. Ces équipements ne font pas partie de ceux exigés au titre de la remise en état de la carrière

La remise en état sera conduite suivant la méthode et le phasage définis ci-après :

- extraction à la pelle hydraulique de l'ensemble de la plateforme sur une hauteur de 2 m (Terrain Naturel (TN) - 2m) et création de 3 fosses allant à 5 m de profondeur (TN - 5m),
- remblaiement des fosses ainsi créés avec des matériaux de type déblais, terres de découvertes ou boues de décantation provenant des sites GRA de Gilly sur Isère ou de Sablières de Sainte Hélène sur Isère à Sainte Hélène sur Isère,
- création de talus en périphérie du site,
- modelage de la mosaïque de milieux humides sur les zones remblayées,
- création de milieux humides à eau permanente, eau quasi-permanente et à eau temporaire en influant sur les profondeurs des milieux ainsi recréés. Ces zones évolueront au cours de l'année en fonction des niveaux du toit de la nappe sous-jacente (nappe d'accompagnement de l'Isère),
- ensemencement et plantation de boisements épars et adaptés.

Le schéma de remise en état global est annexé au présent arrêté.

## **8.2 - Remblaiement partiel du fond de fouille**

Dans le cadre de la remise en état, des apports de matériaux extérieurs sont autorisés à hauteur d'environ 50 000 m<sup>3</sup>. Il s'agit de matériaux sains de type déblais, terres de découvertes et boues de décantation provenant des installations de traitement des sites de GRA à Gilly sur Isère et de Sablières de Sainte Hélène à Sainte Hélène sur Isère.

Ils ne doivent présenter aucun caractère polluant.

Une attention particulière est portée lors des opérations de remblaiement avec les boues de décantation. En effet, afin de limiter les risques de colmatage, aucun dépôt ne sera fait sur les berges situées dans le sens d'écoulement de la nappe.

Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés.

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

## **8.2- Cessation d'activité définitive**

Lors de la mise à l'arrêt définitive de l'exploitation et au plus tard 6 mois avant la date d'expiration de l'autorisation, l'exploitant notifie au préfet la cessation d'activité, conformément aux articles R512-74 et R512-76 du code de l'environnement.

Cette notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site, notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux ainsi que des déchets présents sur le site ;
- les interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement ;

et est accompagnée des pièces suivantes :

- le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation accompagné de photographies ;
- un mémoire sur l'état du site. Ce mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement, compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site, et devra comprendre notamment :
  - les mesures de maîtrise des risques liés aux sols, éventuellement nécessaires ;
  - les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;
  - en cas de besoin, la surveillance à exercer ;
  - les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées le cas échéant des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

## **TITRE V - PRÉVENTION DES POLLUTIONS :**

### **Article 9 - Dispositions générales:**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté

Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques .

### **Article 10 - Pollution des eaux :**

#### *10.1 - Prévention des pollutions accidentelles*

I - Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche mobile reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

II - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir;
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres.



III - Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme des déchets.

#### *10.2 - Prélèvement d'eau*

Les prélèvements d'eau dans le milieu naturel sont interdits sauf pour les besoins liés à l'arrosage des pistes.

#### *10.3- Rejets d'eau dans le milieu naturel*

Les rejets d'eau dans le milieu naturel sont interdits.

#### **Article 11 - Pollution de l'air :**

L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières, notamment en arrosant les pistes d'accès à la carrière.

L'exploitant dispose d'une réserve d'eau suffisante.

#### **Article 12 - Incendie et explosion :**

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

#### **Article 13 - Déchets :**

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.

#### **Article 14 - Bruits**

L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les émissions sonores émises par l'installation ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles précisées dans le tableau suivant :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne devra pas dépasser, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

En outre, le respect des valeurs maximales d'émergence est assuré dans les immeubles les plus proches ou habités par des tiers et existants à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

En tant que de besoin, l'inspecteur des installations classées, pourra demander à l'exploitant de réaliser un contrôle des niveaux sonores.

## **TITRE VI - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES :**

### **Article 15 : Garanties financières :**

Avant de débiter les travaux d'extraction autorisés au titre du présent arrêté, l'exploitant doit fournir le document attestant la constitution des garanties financières dont le montant et les modalités d'actualisation sont fixés dans l'annexe jointe, et simultanément à la déclaration de début d'exploitation prévue à l'article 6.5 du présent arrêté.

### **Article 16 : Modification**

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation ou des prescriptions du présent arrêté sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### **Article 17 : Accident ou incident**

Indépendamment de la déclaration d'accident prévue par les dispositions de police visées à l'article 3.2 ci-dessus, tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'environnement être signalé immédiatement à l'inspecteur des installations classées.

Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier en quoi que ce soit l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'inspecteur des installations classées n'en a pas donné son accord et, s'il y a lieu, après autorisation de l'autorité judiciaire, indépendamment des dispositions de police prévues par le R.G.I.E.

### **Article 18 : Contrôles et analyses**

L'inspecteur des installations classées pourra demander que des prélèvements, des contrôles ou des analyses soient effectués par un organisme indépendant, dont le choix sera soumis à son approbation, s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté ; les frais occasionnés par ces interventions seront supportés par l'exploitant.

Il pourra demander en cas de nécessité la mise en place et l'exploitation aux frais de l'exploitant d'appareils pour le contrôle des émissions, des bruits, des vibrations ou des concentrations des matières polluantes dans l'environnement.

### **Article 19 : Enregistrements, rapports de contrôle et registres**

Tous les enregistrements, rapports de contrôle et registres mentionnés dans le présent arrêté seront conservés durant cinq ans à la disposition de l'inspecteur des installations

classées qui pourra, par ailleurs, demander que des copies ou synthèses de ces documents lui soient adressées.

#### **Article 20 : Délais et voies de recours :**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au Tribunal Administratif de Grenoble :

- 1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;
- 2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de six mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation mentionnée à l'article 6.5 transmise par l'exploitant au préfet.

#### **Article 21 : Publicité :**

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, un extrait du présent arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affichée à la mairie pendant une durée minimum d'un mois avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place, ou à la Préfecture de La Savoie (Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des Populations) le texte des prescriptions; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

Le même extrait est affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis rappelant la délivrance de la présente autorisation et indiquant où les prescriptions imposées à l'exploitation de carrière peuvent être consultées, est publié par les soins des services de la préfecture, aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département ou tous les départements intéressés.

#### **Article 22 : Exécution**

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de La Savoie, Monsieur le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Rhône-Alpes, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée:

- au pétitionnaire;
- à Madame le Maire de Sainte Hélène Sur Isère
- au Directeur Départemental des Territoires;

Fait à Chambéry, le **26 AVR. 2010**

LE PREFET

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général

  
Jean-Marc PICAND

## ANNEXE à l'Arrêté Préfectoral du ...2.6. AVR. 2010 relative aux GARANTIES FINANCIÈRES

1. La durée de l'autorisation est divisée en période quinquennale. A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Le schéma d'exploitation et de remise en état en annexe présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.
2. Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état de la carrière au cours de la période d'exploitation de 3 années est :
  - 78 260 euros T.T.C, pour l'unique période d'une durée de 3 ans qui se prolonge jusqu'à la levée de l'obligation de garanties financières.

Le schéma d'exploitation et de remise en état en annexe présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant cette période. Ce montant a été calculé en tenant compte de l'indice TP01 et du taux de TVA suivants :

$$\begin{aligned} \text{TP01} &= 595,9 \text{ (indice TP01 de décembre 2007)} \\ \text{TVA} &= 19,6 \% \end{aligned}$$

2. L'acte de cautionnement solidaire est établi conformément au modèle annexé à l'arrêté interministériel du 01/02/1996 et porte sur une durée minimum de 4 ans.
3. Aménagement préliminaires et notification de la constitution des garanties financières :

L'exploitant doit avant le début de l'extraction avoir réalisé les travaux et satisfait aux prescriptions mentionnées aux articles 4, 5, 6.1 à 6.4 du présent arrêté. Dès que ces aménagements ont été réalisés, l'exploitant adresse au préfet une déclaration de début d'exploitation et l'acte de cautionnement solidaire établissant la constitution des garanties financières selon le modèle défini à l'arrêté interministériel du 1<sup>er</sup> Février 1996.
4. L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières en notifiant la situation de l'exploitation et l'achèvement de la fin de réaménagement de la dernière phase d'exploitation 6 mois au moins avant le terme de chaque échéance.
5. Modalités d'actualisation du montant des garanties financières :

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte-tenu de l'évolution de l'indice TP01.

Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant. A compter du premier renouvellement des garanties financières, le montant des garanties financières à provisionner l'année  $n$  ( $C_n$ ) et devant figurer dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières est obtenu par la formule suivante :

$$C_n = C_R \times (\text{Index}_n / \text{Index}_R) \times [(1 + \text{TVA}_n) / (1 + \text{TVA}_R)]$$

Avec :

$C_R$  : montant de référence des garanties financières.

$\text{Index}_n$  : indice TP01 au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution des garanties financières (*consultable au BO de l'équipement*).

$\text{Index}_R$  : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé par l'arrêté préfectoral ou, dans la plupart des cas pour les carrières conservant comme montant de référence le montant forfaitaire calculé en application des dispositions de l'arrêté du 10 février 1998,  $\text{Index}_n = \text{Indice TP01 de février 1998} = 416,2$ .

$TVA_n$  : taux de la TVA applicable au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution des garanties financières.

$TVA_R$  : taux de la TVA applicable à l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières. Pour les carrières conservant comme montant de référence le montant forfaitaire calculé en application des dispositions de l'arrêté du 10 février 1998,  $TVA_R = 0,206$ .

En général on aura donc :

$$C_n = C_R \times (\text{Index}_n / 416,2) \times (1 + TVA_n) / 1,206$$

6. Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.
7. L'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée après la fin de la quatrième année suivant la notification du présent arrêté.

L'exploitant notifie à cette date au Préfet, l'arrêt des extractions, l'état des lieux et les conditions de remise en état définitive.

La remise en état est achevée 6 mois avant la date d'expiration de la présente autorisation.

8. L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en oeuvre des modalités prévues à l'article 514-1-3 du Code de l'Environnement